

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

"La Vérité des Travailleurs"
retrouve ses 12 pages
au prochain numéro

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 78 — 2^e QUINZAINE DE FEVRIER 1958

BI-MENSUEL : 30 fr.

Chassons le gouvernement des massacreurs!

Le dimanche 9 février, le monde entier apprenait le hideux bombardement de Sakhiet Sidi Youssef par l'aviation française. Un nouveau Guernica, telle était la comparaison utilisée pour qualifier le massacre.

Les gouvernements de l'alliance atlantique, scandalisés de voir mettre en si fâcheuse posture devant son peuple le gouvernement de Bourguiba (qui, deux jours à peine auparavant manifestait dans un discours son grand désir de pouvoir rester du côté de l'Occident), ne ménageaient pas leurs critiques acerbes à cet acte aventuriste de leur allié français. Les Etats-Unis dont le prêt en dollars à la France venait d'être qualifié à juste titre par Yazid, porte-parole du F.L.N. à New-York, comme une aide à la poursuite de la guerre d'Algérie, ne cachaient pas leur mécontentement devant cet acte qui est pour eux bien plus qu'un crime — les impérialistes ne sont pas à un crime près — mais une grave faute.

Devant cette avalanche, le gouvernement Gaillard laissait apparaître son désarroi. Pineau prononçait d'imprudentes paroles qui laissaient entendre que l'équipe des ultras du colonialisme rangés derrière Lacoste dirigeaient plus la guerre d'Algérie que le gouvernement lui-même.

En Tunisie, des centaines de milliers d'hommes et de femmes manifestaient, criant leur colère et réclamant des armes, Bourguiba était contraint par leur volonté à réclamer l'évacuation de la Tunisie, y compris celle de Bizerte, par les troupes françaises et à faire appel au Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

Mais en France même, cependant qu'au Parlement les Tixier-Vignancourt et autres Le Pen applaudissaient ouvertement à la réussite de l'opération-massacre, qu'à la salle Wagram cette même graine de fascisme glorifiait la guerre colonialiste d'Algérie, aucune manifestation importante ne se produisait contre ce raid, expression de l'horreur de cette guerre d'Algérie, et de la volonté de reconquête des colonialistes vis-à-vis de la Tunisie elle-même. Un meeting pouvait être interdit sans entraîner aucun inconvénient pour le gouvernement.

Il y a là une situation qui doit faire réfléchir les militants conscients de la classe ouvrière dans ce pays.

Pourquoi, depuis un an et demi, la guerre d'Algérie peut-elle se poursuivre sans obstacle majeur de la part de ceux sur qui elle pèse pourtant lourdement: les ouvriers et les petites gens de ce pays dont les fils constituent l'armée qui fait cette guerre?

Alors que le mouvement ouvrier français a, à de nombreuses reprises dans le passé, fait vivre une tradition de lutte anti-colonialiste féconde, aucune réaction de masse ne se produit contre cette guerre menée contre un peuple en lutte pour son indépendance, et dont des centaines de milliers de représentants sont ici en France même, travaillant et luttant au coude à coude avec les travailleurs français.

Alors que la force de la classe ouvrière est intacte, qu'elle est capable de mener de grandes luttes revendicatives comme celles de l'automne 57, aucune réaction sensible ne s'est encore produite contre les augmentations catastrophiques pour les budgets ouvriers pratiquées au début de cette année, en conséquence directe de la poursuite de la guerre d'Algérie.

Il faut comprendre à fond les raisons de cette situation, pour en sortir et en sortir vite.

Il faut d'abord répéter que nous payons actuellement et que nous payons durement la rupture brutale imposée à l'ample mouvement de lutte contre la guerre d'Algérie qui, commencé à l'automne 55 — en même temps que les grandes luttes de Nantes, St-Nazaire et de toute la France — se pour-

suit jusqu'au printemps 56, après que le vote massif de près de 10 millions de suffrages ouvriers pour le P.S. et le P.C. ait intimé à ces Partis la volonté de lutte de leurs électeurs. Cette rupture brutale a été causée par l'union sacrée Mollet-Thorez pour le vote des pouvoirs spéciaux qui donnent aujourd'hui à Gaillard la possibilité (après qu'ils aient été étendus à

SIMONNE MINGUET.

(Suite en dernière page.)

Crever l'abcès

Il est désormais de plus en plus notoire qu'une crise importante sévit aux plus hauts sommets du Parti Communiste Français, en dépit du maintien par Thorez du régime qui sévissait avant la mort de Staline et avant le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. et en dépit du réaligement bureaucratique effectué à Moscou lors du 40^e anniversaire de la Révolution d'Octobre.

L'état actuel du Parti Communiste Français, l'absentéisme plus intense que jamais, l'apathie et la passivité de nombreux militants qui constituaient jusqu'alors la liaison vivante du parti avec la classe ouvrière dans les entreprises et les quartiers, une indifférence aux directives venues d'en haut, et même une sorte de scepticisme qui s'étend dans l'appareil lui-même, tout cela inquiète des dirigeants très élevés dans la hiérarchie du P.C.F. qui se disent que, sur cette voie, leur parti peut connaître un désastre majeur. La conclusion qu'ils en tirent, c'est que la responsabilité en revient en premier lieu à la direction actuelle, au régime qu'elle maintient, à sa rigidité, à son incapacité de trouver une réponse aux problèmes actuels.

Il est fort compréhensible que l'autorité de Thorez, un moment gonflée en 1956, après que la direction soviétique ait reculé par

rapport au rapport de Khrouchtchev, a subi un coup très rude avec la défaite de la tendance Molotov sur laquelle il s'était appuyé depuis la mort de Staline. Le marasme dans lequel se trouve actuellement le P.C.F. devait inévitablement lui être attribué.

Les manœuvres aux sommets et dans l'appareil ne vont pas manquer de se multiplier pour la tenue du prochain Congrès du P.C.F., effectivement préparé à l'insu de la base du parti. Ce qui importe avant tout, c'est que cette base puisse intervenir pour ouvrir l'abcès en pratiquant une intervention chirurgicale.

Les militants du P.C.F. se trouvent à présent devant une difficulté résultant de la confusion dans laquelle on poursuit devant eux une certaine discussion politique, celle de l'ordre d'urgence des tâches du parti. Faut-il donner la priorité à la lutte contre la guerre d'Algérie ou à la lutte contre les rampes de lancement? La discussion ainsi posée risque d'enfoncer les militants dans une situation inextricable. Elle est caractéristique de la façon mécanique de poser la question de la part de dirigeants qui hésitent dans l'interprétation de l'orientation de la politique soviétique.

Pierre FRANK.

(Suite en dernière page.)